

Fonds pour la formation professionnelle forestière

Rapport d'activités 2010

Le Fonds pour la formation professionnelle forestière (FFP forestière) est dans l'ensemble satisfait du deuxième exercice écoulé. Il n'a cependant pas été possible d'augmenter les recettes du Fonds. Au lieu des 1 100 000 francs prévus au budget, seuls 954 200 francs ont été encaissés (contributions 2010) et CHF 81 450 francs facturés en rapport avec des contributions des années précédentes. Cette situation s'explique par le nombre légèrement inférieur des entreprises, consécutivement à des fusions, ainsi que par la diminution du nombre de collaborateurs.

En 2010, le secrétariat a contacté quelque 250 nouvelles adresses en plus des 1084 entreprises déjà enregistrées depuis 2009. Le nombre d'entreprises tenues de cotiser au FFP Forêt était au total de 1311 en 2010. Parmi elles, 56% sont membres d'une association forestière régionale ou de l'Association suisse des entreprises forestières (ASEFOR). Il est apparu durant ces deux premières années que les structures de l'économie forestière varient fortement d'un canton à l'autre. Ceci a compliqué le travail, car il a souvent fallu étudier des cas spéciaux.

La délimitation avec d'autres branches est maintenant bien maîtrisée. Elle se définit généralement sans problème pour les entreprises mixtes (entreprises actives dans plusieurs branches, p. ex. foresterie et horticulture). La collaboration avec le secrétariat du FFP des horticulteurs et fleuristes fonctionne parfaitement. En hiver, on sait que de nombreux agriculteurs sont actifs en forêt. En principe, ils sont également soumis à l'obligation de cotiser au FFP Forêt lorsqu'ils tirent un revenu de leur activité. Ce groupe n'a pas encore pu être inventorié complètement.

Pour ne pas charger de façon disproportionnée les très petites entreprises et les personnes employées à temps partiel, le FFP Forêt a complété son règlement en 2009. Il y est précisé dans quels cas ces personnes et ces entreprises sont astreintes à cotiser ou au contraire libérées de cette obligation et dans quels cas la cotisation est réduite. En 2010, 221 entreprises ont été libérées de l'obligation de cotiser et 161 ont vu leur cotisation réduite.

La morale de paiement est restée en général bonne en 2010, ce qui confirme les observations d'autres fonds pour la formation professionnelle: la branche comprend l'intérêt de disposer d'un financement indépendant des associations et soutient la démarche. Les entreprises «mauvais payeurs» sont traitées conformément aux dispositions du Règlement et du Règlement d'application. La liste des entreprises et personnes enregistrées est actualisée régulièrement et accessible par www.ffp-foret.ch. Le FFP Forêt souhaite ainsi indiquer ouvertement qui cotise au Fonds. Durant la seconde partie de l'année 2010, une nouveauté juridique est apparue: selon une décision du tribunal fédéral, les fonds pour la formation professionnelle sont soumis au droit public. En conséquence, les mauvais payeurs recevront dès 2011 une décision édictée par les organes responsables du FFP Forêt, donc par l'Ortra forêt.

Les coûts administratifs se sont montés en 2010 à 157 214 francs, soit 10% de plus que le budget. Ce dépassement est dû aux dépenses plus élevées que prévu lors de l'encaissement et à des mandats de conseil juridique non portés au budget. Autant le secrétariat que la commission du Fonds sont restés en deçà de leur budget.

75% des recettes 2010 ont servi à réduire le coût des cours interentreprises (70 francs par jour de cours et par apprenti). Ces soutiens se sont montés au total à 754 880 francs (pour un budget de 715 000 francs). S'ajoutent à cette somme les 38 640 francs accordés à la

formation continue ainsi que le soutien aux projets de l'Ortra à hauteur de 59 135 francs (p. ex. développement de la formation initiale de deux ans AFP). Comme les recettes du Fonds sont limitées et qu'une grande partie des moyens sont liés au soutien apporté aux CI, la marge de manœuvre du FFP pour soutenir d'autres mesures reste limitée.

Le Fonds pour la formation professionnelle s'est maintenant bien établi. La quasi-totalité des entreprises et personnes travaillant en forêt ont pu être enregistrées. De nouvelles adresses s'y ajoutent de temps en temps. L'Ortra Forêt Suisse poursuit son projet d'étendre le domaine de validité du FFP Forêt à toute la Suisse, ce qui entraîne une modification du Règlement. Les négociations avec les cantons romands ont continué en 2010 et il est prévu de les achever en 2011.

Durant l'année écoulée, deux fonds cantonaux pour la formation professionnelle ont vu le jour (TI et VD). Le FFP Forêt continue malgré cela d'exister, même s'il n'est pas possible que deux fonds différents encaissent des cotisations pour les mêmes buts – par exemple pour soutenir les CI. Il a été possible de trouver de bonnes solutions avec ces deux cantons, afin d'éviter une double imposition. Les entreprises tessinoises ne paient que 25% des cotisations usuelles, mais le FFP Forêt ne soutient pas les CI dans le canton. Le canton de Vaud verse un montant forfaitaire, basé également sur un système de cotisations réduites.

La structure du FFP Forêt ne s'est pas modifiée. L'organe stratégique reste le comité de l'association Ortra Forêt, alors que l'organe opérationnel est la commission du Fonds, composée des représentants suivants: Hanspeter Lerch (EFS), Bernhard Friedrich (EFS), Andreas Hitz (ASEFOR), Andreas Huber (ASEFOR) et Markus Steiner (président ASF). Le secrétariat, implanté chez Codoc, est géré par Rolf Dürig, chargé d'affaires, et par Kathrin Hayoz, collaboratrice spécialisée. Tous deux maîtrisent parfaitement leurs tâches. L'encaissement et la comptabilité sont confiés à BDO Visura, à Soleure.

Le FFP Forêt tient ici à exprimer ses sincères remerciements à toutes les personnes ayant contribué à la réussite de cette deuxième année. La Commission du Fonds, le secrétariat et l'office d'encaissement vont continuer de s'engager pour un travail efficace du FFP Forêt afin de garantir que l'essentiel des contributions soient mises à disposition de la formation initiale et continue.

Markus Steiner,
Président de la Commission du Fonds

21.06.2011

Fonds pour la formation professionnelle Wald

Geschäftsbericht 2010

Der Fonds pour la formation professionnelle Wald (FFP Wald) ist mit dem zweiten Geschäftsjahr insgesamt zufrieden. Allerdings konnten die Fondseinnahmen nicht erhöht werden. Anstelle der budgetierten Betriebsbeiträge von CHF 1'100'000.- wurden nur CHF 954'200.- (Beiträge 2010) sowie CHF 81'450.- (Beiträge aus Vorjahren) fakturiert. Der Grund dafür liegt darin, dass die Zahl der Betriebe durch Betriebszusammenschlüsse leicht gesunken ist, ebenso ging die Zahl der Mitarbeitenden zurück.

Die Geschäftsstelle schrieb 2010 zusätzlich zu den bereits 1084 erfassten Betrieben aus dem Jahr 2009 weitere ca. 250 Adressen an. Dem FFP Wald unterstellt waren im Jahr 2010 **total 1311 Betriebe**, davon sind 56% Mitglied eines regionalen Waldwirtschaftverbandes oder des Verbandes Schweizerischer Forstunternehmungen VSFU. Die Erfahrungen der ersten beiden Jahre zeigen, dass die Waldwirtschaft eine Branche ist, deren Strukturen von Kanton zu Kanton stark variieren. Dies erschwerte teilweise die Arbeiten, müssen doch immer wieder Spezialfälle geklärt werden.

Die Abgrenzung zu andern Branchen verläuft mittlerweile routiniert. Für Mischbetriebe (Betriebe, die in mehreren Branchen tätig sind, z.B. Waldwirtschaft und Gartenbau) kann in der Regel problemlos eine Abgrenzung gefunden werden. Sehr gut eingespielt hat sich dabei auch die Zusammenarbeit mit der Geschäftsstelle des FFP Gärtner und Floristen. Bekanntlich sind im Winter auch zahlreiche Landwirte in der Waldwirtschaft tätig. Grundsätzlich unterstehen auch diese dem FFP Wald, wenn sie durch ihre forstliche Tätigkeit ein Einkommen erzielen. Diese konnten noch nicht lückenlos erfasst werden.

Damit Kleinbetriebe und Personen mit Teilzeitpensen nicht übermässig belastet werden, hat der FFP Wald 2009 eine Ergänzung zum Reglement geschaffen. Darin wird festgehalten, unter welchen Voraussetzungen Kleinbetriebe und Einzelpersonen von einem Beitrag befreit werden oder der Beitrag reduziert wird. 2010 wurden 221 Betriebe vom Beitrag befreit, 161 Betriebe zahlten einen reduzierten Beitrag.

Die Zahlungsmoral der Betriebe war auch 2010 in der Regel sehr gut und bestätigt die Erfahrung anderer Fonds pour la formation professionnelle, dass die Branche den Sinn einer verbandsunabhängigen Finanzierung der Berufsbildung erkennt und befürwortet. Säumige Betriebe werden gemäss den Bestimmungen des Reglementes und Ausführungsreglements behandelt. Die Liste der erfassten Betriebe und Personen wurde regelmässig aktualisiert und unter www.FFP-wald.ch aufgeschaltet. Der FFP Wald möchte damit transparent machen, wer in den Fonds einzahlt. In der zweite Jahreshälfte 2010 zeichnete sich eine rechtliche Neuerung ab: gemäss Bundesgerichtsentscheid unterstehen die Fonds pour la formation professionnelle dem öffentlichen Recht. Dementsprechend werden säumige Zahler ab 2011 eine Verfügung erhalten, welche von der Trägerschaft des FFP Wald – der OdA Wald Schweiz – erlassen wird.

Die Verwaltungskosten betragen 2010 CHF 157'214.- und lagen damit 10% über dem Budget. Dies ist auf höhere Kosten beim Inkasso sowie auf nicht budgetierte Ausgaben für juristische Beratung zurückzuführen. Sowohl die Geschäftsstelle wie auch die Fondskommission haben ihr Budget unterschritten.

75% der Einnahmen wurden 2010 für die Verbilligung der überbetrieblichen Kurse (CHF 70.- pro Kurstag und Lernender) verwendet. Insgesamt belief sich diese Unterstützung auf CHF 754'880.- (budgetiert waren dafür CHF 715'000.-). Hinzu kam die Unterstützung von Weiterbildungskursen mit CHF 38'640.- sowie die Unterstützung von OdA-Wald-Projekten mit CHF 59'135.70 (z.B. Entwicklung der 2-jährigen Grundbildung EBA). Da die Einnahmen des Fonds beschränkt sind und ein grosser Teil der Mittel durch die Unterstützung der üK gebunden ist, bleibt dem FFP wenig Spielraum für weitere Unterstützungsmassnahmen.

Kathrin Hayoz 22.6.11 08:51

Gelöscht: total

Der Fonds pour la formation professionnelle hat sich mittlerweile gut etabliert. Praktisch alle Betriebe und Einzelpersonen, die im Wald tätig sind, konnten erfasst werden. Vereinzelt gehen allerdings noch neue Adressen ein. Die OdA Wald Schweiz möchte den Geltungsbereich des FFP Wald weiterhin auf die ganze Schweiz ausdehnen, was eine Reglementsänderung zur Folge hat. Die Gespräche mit den Westschweizer Kantonen über dieses Vorhaben wurden 2010 weitergeführt. Es besteht das Ziel, diese im Jahr 2011 zu einem Abschluss zu bringen.

Im Berichtsjahr nahmen zwei kantonale Fonds pour la formation professionnelle ihren Betrieb auf (Kantone TI und VD). Der FFP Wald wird damit nicht automatisch ausser Kraft gesetzt. Es können jedoch nicht zwei Fonds für den gleichen Zweck – zum Beispiel überbetriebliche Kurse – Geld einkassieren. Mit beiden Kantonen konnte eine gute Regelung gefunden werden, so dass eine Doppelbelastung der Branche vermieden wird. Tessiner Betrieb bezahlen nur 25% des regulären Beitrags, umgekehrt bezahlt aber der FFP Wald keine Beiträge an Tessiner üK. Mit dem Kanton Waadt konnte eine pauschale Abgeltung vereinbart werden, die ebenfalls auf einem reduzierten Beitrag basiert.

Die Struktur des FFP Wald hat sich im Berichtsjahr nicht verändert. Strategisches Organ ist der Vorstand des Vereins OdA Wald. Operatives Organ ist die Fondskommission, welche folgende Vertreter umfasst: Hanspeter Lerch (WVS), Bernhard Friedrich (WVS), Andreas Hitz (VSFU), Andreas Huber (VSFU) und Markus Steiner (VSF, Präsident). Die Geschäftsstelle ist bei Codoc angesiedelt. Sie wurde auch 2010 durch Rolf Dürig als Geschäftsleiter und Kathrin Hayoz als Sachbearbeiterin geführt, die beide gute Arbeit geleistet haben. Für Inkasso und die Buchhaltung war die BDO Visura in Solothurn zuständig.

Der FFP Wald möchte an dieser Stelle allen danken, die durch ihre Kooperation zum Gelingen des zweiten Geschäftsjahres beigetragen haben. Die Fondskommission sowie die Mitarbeiter der Geschäfts- und Inkassostelle setzen sich auch in Zukunft dafür ein, dass der FFP Wald effizient arbeitet und so der grösste Teil der einbezahlten Beiträge der forstlichen Aus- und Weiterbildung zugute kommt.

Markus Steiner,
Präsident der Fondskommission

21.06.2011